

Pouvoir d'emprunt supplémentaire

Finalement, monsieur l'Orateur, le gouvernement demande dans le bill C-128 un pouvoir d'emprunt pour répondre aux besoins des Canadiens et financer ses programmes qui sont tous destinés à assurer le rétablissement économique.

Mlle Pat Carney (Vancouver-Centre): Monsieur l'Orateur, le ministre d'État (Finances) (M. Cosgrove) nous a cité bien des chiffres et j'aimerais à mon tour lui en citer deux. D'abord, le revenu familial moyen au Canada est de \$29,900. Ensuite, dans ma province, la Colombie-Britannique, la part de la dette fédérale qui revient à chaque famille grâce au dernier budget du ministre des Finances est de \$20,800. Si vous y ajoutez la part de la dette provinciale, qui est d'environ \$9,900 par famille, vous constaterez que le total de la dette des électeurs de ma circonscription est d'environ \$30,700, ce qui excède le revenu familial annuel moyen dans le pays. Voilà ce que cache le bill C-128, l'énorme et désagréable réalité à laquelle les Canadiens doivent faire face aujourd'hui, le résultat honteux de l'incurie gouvernementale qui a détruit en dix ans la solide et prospère économie canadienne. Voilà le bill C-128.

Je voudrais vous citer d'autres chiffres. D'après l'exposé économique d'hier soir, le gouvernement prévoit pour cette année des dépenses de 79.2 milliards de dollars et un déficit de 23.6 milliards. La dette nationale brute était en mars dernier de 134 milliards de dollars. Le service de la dette coûtera cette année 16.7 milliards de dollars aux contribuables canadiens.

Ces chiffres sont tellement énormes, monsieur l'Orateur, qu'ils ne veulent pas dire grand-chose pour les Canadiens; c'est pourquoi nous les avons ramenés à une échelle plus simple. Le gouvernement dépensera cette année \$8,400 par contribuable, alors qu'il n'en dépensait que \$1,700 l'année précédant la prise du pouvoir par le premier ministre (M. Trudeau). Le gouvernement dépensera cette année \$3,200 par Canadien, homme, femme et enfant, au lieu de \$500 seulement l'année précédant l'arrivée au pouvoir de l'actuel premier ministre. Les dépenses gouvernementales sont maintenant six fois plus élevées qu'elles ne l'étaient lorsque le premier ministre a pris le pouvoir et quinze fois plus qu'au cours de n'importe quelle année de la guerre. Il s'ensuit qu'un dollar de nos impôts sur trois va au service de la dette, contre un dollar sur neuf seulement il y a neuf ans.

Nous en sommes maintenant au point, monsieur l'Orateur, où les dépenses fédérales aurons augmenté, depuis le retour des libéraux au pouvoir en 1980 à la fin de l'année financière en cours, de 65 p. 100, soit près du double de la hausse réelle du PNB, qui est de 35 p. 100. Notre parti a évidemment promis de contenir la croissance des dépenses à un niveau égal ou inférieur à celle du PNB.

Il nous faut examiner les raisons de cet état de choses pour saisir l'importance de ce projet de loi. Une des raisons qui expliquent pourquoi le déficit a augmenté aussi rapidement, c'est que les prévisions financières du gouvernement exposées dans l'infâme budget du 12 novembre 1981 étaient carrément hors cible. Pour corriger ses erreurs, le gouvernement a demandé au Parlement en juin dernier de lui accorder un pouvoir d'emprunt de 6.6 milliards additionnels et, en juillet, il est revenu à la charge pour obtenir 11 milliards de plus. Bien entendu, tout cela en sus du solde de pouvoir d'emprunt de 3.6 milliards de l'année précédente.

Mes collègues de l'opposition officielle se sont rendu compte qu'il fallait mettre fin à tout cela, qu'ils ne pouvaient pas

continuer de donner des chèques en blanc pour que le gouvernement dépense à sa guise. C'est pourquoi nous l'avons forcé à réduire sa dernière demande de pouvoir d'emprunt à sept milliards. Le gouvernement a voulu avoir les quatre autres milliards comme fonds d'urgence—pour les pots-de-vin, quoi—mais nous l'avons forcé à accepter de faire une nouvelle demande au Parlement s'il avait besoin de dépenser ces fonds additionnels. Nous appelons cela avoir le sens des responsabilités: nous exigeons du gouvernement qu'il admette son obligation de rendre des comptes au Parlement et aux Canadiens pour l'argent qu'il dépense. A notre avis, nous n'exagérons pas lorsque nous lui demandons d'avoir le sens des responsabilités. Nous nous attendons que le gouvernement explique aux Canadiens ce qu'il fait de leurs impôts. Nous ne lui demandons pas de couper le financement de certains programmes sociaux importants. Mais nous entendons obliger le gouvernement à exposer la raison de ses besoins financiers.

Les 4 milliards de dollars qui font l'objet de ce débat, ajoutés à d'autres demandes de pouvoir d'emprunt, comme le ministre l'a expliqué, portent le total des emprunts pour l'exercice financier à 21.2 milliards de dollars, par rapport à des besoins financiers qui, selon la déclaration ministérielle d'hier soir, dépassent maintenant les 22 milliards. Au cours de son exposé, le ministre des Finances a révélé qu'il devra réclamer un autre pouvoir d'emprunt d'ici à la fin de l'année financière; il se propose de le faire dès son budget du printemps.

Il importe d'étudier d'où provient cette énorme hausse du pouvoir d'emprunt. Au cours de ses causeries au coin du feu, le premier ministre a prétendu que l'accumulation de notre déficit découlait de la récession, mais il a fait remarquer à juste titre, tout comme son ministre des Finances, que les recettes fiscales avaient baissé tandis que les dépenses à l'égard des divers programmes sociaux grimpaient en flèche depuis que notre économie est en chute libre. L'argument est fort intéressant, mais il ne tient pas compte d'un point important. Les parlementaires se rappelleront que, dans le budget du 12 novembre dernier, pour l'exercice financier à lui seul, on avait prévu un déficit de 10 milliards de dollars calculé en fonction d'un redressement au troisième trimestre. En fait, quand j'ai prié l'ancien ministre des Finances de nous expliquer pourquoi il prévoyait une relance puisqu'il était manifeste que nous n'avions pas encore atteint le creux de la vague, il n'a pas pu répondre. Le ministre reconnaît maintenant dans son propre minibudget qu'il s'attend que le déficit dépasse les 23 milliards et demi.

Cette erreur monumentale et inexcusable dans les prévisions signifie que les dépenses du gouvernement étaient passablement débridées bien avant que l'économie n'amorce sa chute vertigineuse. Il ne faut pas imputer le déficit actuel aux dépenses nécessaires, en des temps difficiles, pour protéger l'intérêt public, mais plutôt et directement au gaspillage d'une époque plus prospère, gaspillage qui est allé à l'encontre de ce même intérêt public.

● (1650)

Le ministre affirme que la relance fera se résorber le déficit. Il a bon espoir que nous connaîtrons une reprise graduelle en 1983, année où la croissance réelle se situera à 3 p. 100 environ. Toutefois, le tableau semble beaucoup moins rose à certains observateurs indépendants. Le Conference Board of Canada, pour qui les dépenses de consommation et les investis-